

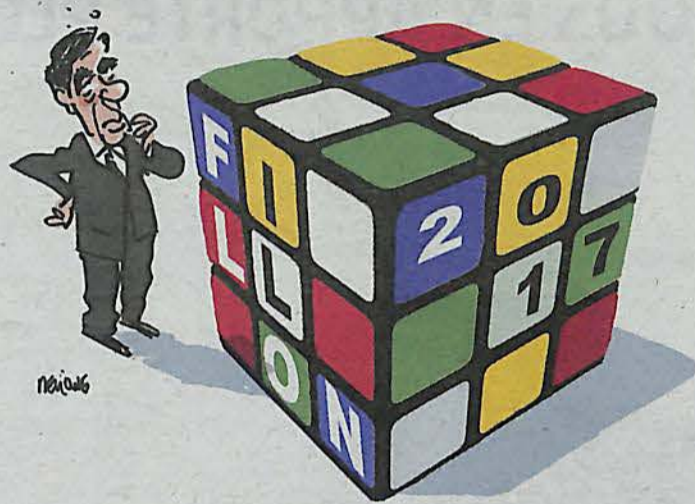
François Fillon : « Je tiendrai bon ! »

De plus en plus isolé, le candidat de la droite pour 2017, empêtré dans la polémique des emplois fictifs, lance un appel désespéré à ses fans sur Facebook

François Fillon tente de poursuivre sa campagne malgré un soutien qui se délite, pendant que ne cesse d'enfler le scandale de l'affaire des emplois présumés fictifs de sa femme Penelope, qui s'étend aussi à deux de ses enfants.

Le président du Sénat, Gérard Larcher, a annoncé, hier, que la Haute Assemblée transmettrait « dans les plus brefs délais » des documents réclamés par le parquet financier sur les emplois de Marie et Charles Fillon, qui ont également été rémunérés par leur père quand il était sénateur. Les enquêteurs ont aussi entendu Igor Mitrofanoff, la « plume » et ancien assistant parlementaire de M. Fillon.

Dans un message vidéo posté sur Facebook, l'ancien Premier ministre, accablé depuis dix jours par les révélations initiées par *Le Canard enchaîné*, a répété, hier soir, qu'il « tiendrait bon ». Il a toutefois dit « comprendre » le « trouble » que suscite la cascade de révélations. Mais, sans compter les francs-



tisseurs de son camp, la gauche et le Front national qui l'accablent, les troupes des Républicains semblent hésiter.

Plusieurs élus LR ont déclenché les hostilités : le sarkozyste Georges Fenech, le premier à dégainer mercredi, suivi de près par le juppéiste Philippe Gosselin, ainsi que le sénateur sarkozyste Alain Houpert ou, vendredi soir sur France 3 Limousin, par le président du conseil départemental de Cor-

rèze, Pascal Coste, proche de Bruno Le Maire.

61 % des Français souhaitent un retrait

L'ancienne garde des Sceaux Rachida Dati, avec qui les relations sont glaciales, a estimé, hier matin chez Bourdin (BFMTV) que Fillon, donné éliminé dès le premier tour par plusieurs sondages, « paie le fait qu'il n'a pas su bien rassembler » et des « erreurs de com-

munication ».

Hier matin, l'un des piliers du camp Fillon, Gérard Larcher, président du Sénat, a démenti sur Twitter une information de *L'Obs* selon laquelle il se chargerait vite de « débrancher » le candidat en grande difficulté. Car en coulisses, on s'active à la recherche de solutions.

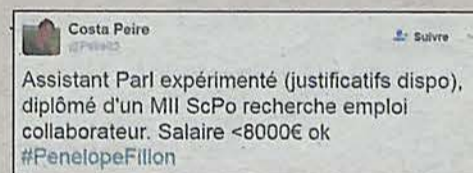
À quelques mois des législatives, les parlementaires LR vont retourner, aujourd'hui et demain, en circonscription où les réactions des électeurs pourraient être fraîches.

De son côté, François Fillon reprend son bâton de pèlerin et s'est calé des rendez-vous à son agenda chez deux ténors LR : à Troyes, mardi, chez François Baroin. Et à Poitiers, jeudi, chez Jean-Pierre Raffarin. Un voyage en Irak et au Liban, prévu ce week-end, a été annulé.

Vendredi matin, 61 % des Français, selon un sondage Odoxa-franceinfo, lui demandaient de se retirer. « Laisse béton » lui conseille en une le quotidien *Libération* dans son édition de d'aujourd'hui.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2017 Une journée en campagne

LE TWEET DU JOUR



Il est signé Peire Costa, jeune toulonnais *a priori* à la recherche d'un emploi d'assistant parlementaire, qui n'a pas manqué de faire sourire le web. Et évidemment en lien avec le désormais plus que fameux Penelope Gate. Peire Costa dispose d'un master II droit, économie, gestion option sciences politiques, passé à La Défense, à Paris. Il a travaillé en tant coordinateur fédéral (regroupement de partis politiques), en tant qu'assistant parlementaire (parlement européen de Marseille), en tant que chargé de communication (candidats aux élections départementales), en tant que directeur de campagne électorale (candidats aux régionales, région Grand Est) et est désormais professeur. Mais ce que Peire Costa a, c'est surtout le sens de l'humour. Postant sur les réseaux sociaux une petite annonce de recherche d'emploi, il n'a pas hésité à proposer ses services en tant qu'assistant parlementaire à un salaire raisonnable, c'est-à-dire moins de 8000 euros acceptés, et avec le hashtag #PenelopeFillon. Une annonce qui prête à sourire. Et qui lui permettra peut-être de remplacer la femme du candidat à la présidentielle ?

PAS TAUPE

C'est la rumeur qui circule depuis plusieurs jours : Rachida Dati est-elle la « taupe » du *Canard Enchaîné*, qui a balancé sur les présumés

emplois fictifs du clan Fillon ? Une forme de représailles, selon certains, après que le toujours candidat LR à la présidentielle a fait cadeau de sa circonscription à sa meilleure ennemie, NKM. Invitée de Jean-Jacques Bourdin hier matin, l'eurodéputée a expliqué : « Est-ce que c'est mon genre de faire des coups dans le dos ? Moi je fais des coups en direct. J'assume. Alors c'est vrai qu'après, je le paye cher. Mais j'assume. Moi, j'ai fait de la politique par conviction, par militantisme. Vu d'où je viens, j'aurais jamais pu imaginer un jour devenir garde des Sceaux. [...] Moi, quand ça va pas, je le dis, parce que je veux qu'on gagne. Moi, je fais pas les petits coups en douce, mine de rien. Je vais pas d'échec en échec, et de retrouver, encore une fois, des circons dorées. » Bim.

TRACTATIONS

Ça cogite dur du côté d'Europe Ecologie-Les Verts et son candidat, Yannick Jadot. Ce dernier serait en effet entré dans une phase de consultation avec le socialiste Benoît Hamon. Avec, on s'en doute, son lot de conditions. Prioritairement : la transition énergétique, avec la sortie du nucléaire ; l'instauration d'une « sixième République », avec participation citoyenne et scrutin proportionnel généralisé ; la refondation d'une Europe « émancipée des lobbies, délivrée du dogme austéritaire » et recentrée sur l'écologie. « Nous devons ouvrir le dialogue avec Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et tous ceux qui se retrouvent dans cet esprit de recherche de convergences pour construire un projet commun » ont ainsi écrit Yannick-Jadot et le secrétaire national d'EE-LV, David Cormand.

Assistants parlementaires du Front national : aucune persécution selon le Parlement européen

Le Parlement européen s'est défendu de toute « persécution » envers l'eurodéputée d'extrême droite Marine Le Pen, dans un communiqué publié jeudi, répondant aux accusations de la Française sur des retenues sur son salaire pour l'emploi douteux d'assistants parlementaires (1).

La candidate à l'élection présidentielle française nie tout abus et a dénoncé un « combat politique » du Parlement contre le Front national, alors que d'autres procédures sont déjà en cours pour d'autres élus européens du FN, dont Jean-Marie Le Pen et Bruno Gollnisch.

« Aucune procédure de recouvrement ne s'inscrit en aucune manière dans un processus de discrimination ou de persécution envers une personne ou un parti politique », a souligné le Parlement, précisant que « le recouvrement n'intervient qu'en cas de refus de remboursement des sommes indûment perçues ».

Selon une source parlementaire, les retenues devraient démarrer à la mi-février.

1. On se souvient que l'Organisme européen de lutte contre la fraude (OLAF) avait évalué le préjudice financier subi par l'Union européenne à 340 000 €.